

Etude Comparative de la Performance Sociale et la Performance Financiere au Sein Des Entreprises Minières Dans la Province Cupro-Cobaltifere du Lualaba

Comparative Study of Social Performance and Financial Performance Within Mining Companies in The Cupro-Cobaltiferous Province of Lualaba

Kapambwe Ngoie Bin Lenge Paul*

Master en fiscalité, institut supérieur de commerce Lubumbashi, République Démocratique du Congo

Received 01 Jan 2025, Accepted 04 Jan 2025, Available online 05 Jan 2025, Vol.13 (Jan/Feb 2025 issue)

Resume

Aujourd'hui, il est reconnu que, mettre en œuvre une démarche de RSE est essentiel pour garantir la survie des entreprises et créer une valeur durable (Verbano et Venturini, 2013). Plusieurs études suggèrent un lien entre la RSE et la création de valeur pour l'entreprise (Berland, 2007 ; Dupuis, 2008 ; Daudigeos et Valiorgue, 2010 ; Acquier et Aggeri, 2015). C'est dans cette logique que la République Démocratique du Congo (RDC) a promulgué le code minier révisé le 9 mars 2018 et son règlement minier le 8 juin 2018. La question de la contribution des entreprises minières au développement durable des populations environnant les sites miniers relève des obligations légales et contractuelles régissant le secteur minier en RDC. Dans la présente étude, nous analyserons la RSE sous l'angle de l'engagement sociétal des entreprises minières du Lualaba et la performance financière en mettant en exergue la rentabilité économique (ROI), la rentabilité financière (ROE) et la rentabilité commerciale (ROS). Les résultats de cette étude indiquent que les dépenses d'investissement dans la responsabilité sociale impactent positivement sur la performance financière des entreprises minières du Lualaba, car les valeurs de la statistique de Student calculées sont largement supérieures à la valeur théorique au seuil de 5%. Nous confirmons également à court terme que la RSE exerce un impact positif sur la performance financière dans les entreprises minières. Une hausse de dépenses d'investissement dans la responsabilité sociale se traduit par une hausse de la performance financière.

Mots clés : Performance sociale, performance financière, responsabilité sociale de l'entreprise, parties prenantes et entreprises minières.

Abstract

Today, it is recognized that implementing a CSR approach is essential to guarantee the survival of companies and create lasting value (Verbano and Venturini, 2013). Several studies suggest a link between CSR and the creation of value for the company (Berland, 2007; Dupuis, 2008; Daudigeos and Valiorgue, 2010; Acquier and Aggeri, 2015). It is in this logic that the Democratic Republic of Congo (RDC) promulgated the revised mining code on March 9, 2018 and its mining regulations on June 8, 2018. The question of the contribution of mining companies to the sustainable development of populations surrounding mining sites is a matter of legal and contractual obligations governing the mining sector in the DRC. In the present study, we will analyze CSR from the angle of the societal commitment of Lualaba mining companies and financial performance by highlighting economic profitability (ROI), financial profitability (ROE) and commercial profitability (ROS). The results of this study indicate that investment spending in social responsibility has a positive impact on the financial performance of mining companies in Lualaba, because the values of the Student statistic calculated are well above the theoretical value at the 5% threshold. We also confirm in the short term that CSR has a positive impact on financial performance in mining companies. An increase in investment spending in social responsibility translates into an increase in financial performance.

Keywords: Social performance, financial performance, corporate social responsibility, stakeholders and mining companies.

*Correspondant Author's ORCID ID: 0000-0000-0000-0000

DOI: <https://doi.org/10.14741/ijmcr/v.13.1.1>

1. Introduction

Au cours des vingt dernières années, à la faveur de la demande toujours croissante des métaux et des minéraux, l'industrie minière a étendu ses activités vers des régions éloignées des grands centres, souvent mal desservies en matière de services publics et habitées par des populations parfois marginalisées. À cette expansion s'est jointe une intensification des débats portant sur la responsabilité sociale qu'ont ou que devraient avoir les entreprises extractives à l'égard des communautés locales et nationales qui accueillent leurs projets d'investissement. Que ce soit de la part de dirigeants de compagnies minières, de responsables politiques de la coopération internationale, d'intervenants des organisations non gouvernementales ou des milieux de la recherche et de la consultation, lorsqu'il est question de la gestion du secteur, rares sont les interventions et initiatives qui n'invoquent pas à un moment ou un autre cet enjeu central. Mais, paradoxalement, cette omniprésence du concept et des pratiques de responsabilité sociale des entreprises (RSE) est accompagnée d'une pluralité des sens que les multiples et très divers acteurs concernés accordent à une notion qui est elle-même en évolution constante. Qu'elle renvoie à la conduite éthique d'une entreprise, à ses relations communautaires, à ses politiques d'engagement avec les parties prenantes ou à l'acceptabilité sociale de ses projets, la RSE est aujourd'hui mobilisée pour définir une gamme très large de pratiques et de politiques d'affaires, pour la plupart autorégulées (Campbell et Laforce, 2016).

Aujourd'hui, il est reconnu que, mettre en œuvre une démarche de RSE est essentiel pour garantir la survie des entreprises et créer une valeur durable (Verbano et Venturini, 2013). Plusieurs études suggèrent un lien entre la RSE et la création de valeur pour l'entreprise (Berland, 2007 ; Dupuis, 2008 ; Daudigeos et Valiorgue, 2010 ; Acquier et Aggeri, 2015).

C'est dans cette logique que la République Démocratique du Congo a promulgué le code minier révisé le 9 mars 2018 et son règlement minier le 8 juin 2018. Ce nouveau cadre législatif est le couronnement d'un long processus d'échange entre multiples parties prenantes. La société civile pour sa part, a essentiellement contribué sur des questions relatives au développement des communautés directement impactées par les projets miniers, ainsi que sur les droits humains. Le mérite de ce code minier révisé est de s'inscrire dans une approche novatrice aux fins de faire profiter l'exploitation minière aux populations pauvres, qui d'ailleurs sont les plus touchées par les effets néfastes des mines. Le paiement direct de la quotité de 15% des fonds résultants de la redevance aux entités territoriales décentralisées (ETD en sigle), en est l'une des innovations, dont la mise en œuvre effective pourrait contribuer considérablement à matérialiser le développement communautaire.

La question de la contribution des entreprises minières au développement durable des populations environnant les sites miniers relève des obligations légales et contractuelles régissant le secteur minier en RDC (voir tableau n°1).

Tableau n°1 : Redevance minière liquidée par province de 2018 à 2022(en USD)¹

PROVINCES	RM50%	RM25%	RM15%	RM10%	TOTAL
HAUT-KATANGA	273 930 608,63	134 363 908,44	80 618 345,07	48 542 771,64	537 455 633,78
LUALABA	461 719 758,58	228 148 331,56	136 887 920,66	85 789 870,99	912 545 881,79
KIVU	5 526 108,18	2 943 686,33	1 959 035,20	1 084 321,28	11 513 150,99
MANIEMA	1 236 577,20	618 288,60	370 973,16	247 315,44	2 473 154,39
NORD-KIVU	4 289 530,99	2 325 397,73	1 260 342,04	837 005,84	8 712 276,60
SUD-KIVU	-	-	327 720,00	-	327 720,00
KASAI	5 160 154,56	2 580 077,28	1 548 046,37	1 032 030,91	10 320 309,12
KASAI ORIENTAL	5 160 154,56	2 580 077,28	1 548 046,37	1 032 030,91	10 320 309,12
PROV ORIENTALE	64 343 609,83	32 171 804,92	19 303 082,95	12 868 721,97	128 687 219,66
HAUT-UELE	64 343 609,83	32 171 804,92	19 303 082,95	12 868 721,97	128 687 219,66

Source : Rapport ITE RDC, 2023

¹Les modalités de recouvrement de la redevance minière s'appuient sur certains textes légaux tels que révisés à ce jour. Il s'agit notamment de l'ordonnance-loi n°18/004 du 13 mars 2018 fixant la nomenclature des impôts, droits, taxes et redevances de la province et de l'entité territoriale décentralisée ainsi que les modalités de leur répartition ainsi que, tel que révisé à ce jour, l'ordonnance-loi n°13/03 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales.

Le tableau ci-haut reprend les redevances minières perçus par les différentes provinces abritant les entreprises minières et cela conformément aux dispositions légales. On constate que le Haut-Katanga et Lualaba, comparées aux recettes globales de la redevance minière sur la période de 2018 à 2022 représentent presque 91%.

S'agissant de la Province du Lualaba notre cadre d'étude, plusieurs entreprises minières de rang mondial y exercent leurs activités minières de rang mondial opèrent dans la Province. Il s'agit principalement de La Sino-Congolaise des Mines (SICOMINES), Tenke Fungurume

Mining (TFM), Compagnie Minière de Musonoi (COMMUS), Ruashi Mining, Boss Mining, Kamoto Copper Company (KCC) et Mutanda ya Mukonkota Mining (MM), SOMIDEZ, METALKOL, etc. A côté de ces majors, il y a d'autres sociétés minières de dimension moyenne. Depuis leurs implantations jusqu'en 2018, on a observé les pratiques des activités de la responsabilité sociale des entreprises (RSE) par certaines de ces entreprises dans l'approche volontariste pour améliorer leurs images en intervenant auprès de la population riveraine mais d'autres ne les faisait pas. Ces pratiques RSE en faveur de la population riveraine s'orientaient vers les actions suivantes :

- L'agriculture, la pêche et l'élevage,
- L'éducation,
- L'infrastructure de base, la santé et l'énergie,
- La promotion du droit de la femme, de l'enfant et des personnes vivant avec handicap,
- L'appui à l'artisanat ...

A partir de l'année 2018, face aux défis et limites du code minier de 2002, la loi n°18/001 du 09 mars 2018 modifiant et complétant le code minier de 2002, ainsi que le règlement minier révisé du 09 juin 2018 ont tous apporté des innovations substantielles sur les questions de développement communautaires, grâce au plaidoyer des organisations de la société civile en RDC. La loi oblige désormais aux titulaires des droits miniers de signer avec les communautés le cahier de charges de responsabilité sociale et de l'exécuter suivant le chronogramme convenu avec les communautés (voir articles 71 et 196 du code minier révisé). Nonobstant les dispositions réglementaires on observe que certaines entreprises s'y investissent et d'autres pas malgré que cela est devenu obligatoire

- De 39 entreprises minières, de carrières et Entités de traitement ou de transformation installées dans le Lualaba, 20 sont engagés dans le processus d'élaboration du Cahier des charges avec leurs communautés locales, soit 51 %, dont :

- 14 Entreprises Minières ;
- 2 Entreprises de Carrières ; et
- 4 Entités de Traitement ou de Transformation.

- De 20 entreprises minières, de carrières et Entités de traitement ou de transformation engagés dans le processus d'élaboration du cahier des charges, 13 ont déjà signé ce contrat environnemental et socio-économique de développement durable et 7 sont en cours de réalisation. Soit :

- 10 Entreprises Minières ; et
- 3 Entités de Traitement ou de Transformation.

- Les 10 entreprises minières ayant déjà signé leur Cahier des charges avec les communautés locales : TFM, KAMOA, COMMUS, METALKOL, SOMIDEZ, MKM, LAMIKAL, KALONGWE MINING, PHELPS DODGE et KIMIN.

- Les 3 Entités de Traitement ayant déjà signé leurs Cahiers des charges : CCR, TCC et HMC.

- Les 7 entreprises dont processus en cours : SICOMINES, KCC, MUMI, LCS, TME, EGMF et KPM.
- De 13 Cahiers des charges signés, 8 ont déjà reçus « Avis Favorable » de la commission d'instruction et transmis à l'Autorité Provinciale. Il s'agit : PHELPS DODGE, KALONGWE MINING, KISANFU MINING, KAMOA COPPER, LAMIKAL, CCR, TCC et HMC. 5 sont en cours d'instruction : TFM, MKM, COMMUS, METALKOL et SOMIDEZ.

Tableau n°2 : Budget cahiers des charges de 2018 à 2022

Entreprises	Budget cahier de charge (USD)	Apport par rapport au budget global (%)
TFM	31 194 841	57,4
KAMOA	8 571 449	15,8
COMMUS	4 382 000	8,1
METALKOL	2 974 000	5,5
SOMIDEZ	1 985 000	3,7
KALONGWE	800 000	1,5
MKM	790 037	1,5
TCC	750 000	1,4
LAMIKAL	683 000	1,3
CCR	600 000	1,1
HMC	550 000	1,0
KIMIN	559 688	1,0
PHELPS DODGE	510 000	0,9
TOTAL :	54 310 917	100,00

Source : Synthèse rapport RSE Ministère des mines Lualaba

L'essentiel du budget des Cahiers des charges est destiné aux projets dans les domaines suivants :

- Agriculture-Pêche et Elevage ;
- Education formelle et non-formelle ;
- Santé et Economie ;
- Infrastructures de base : Routes, Ponts, etc... ;
- Energie : Eau et Electricité ;
- Promotion des droits de la femme, de l'enfant et des personnes vivant avec handicap ;
- Promotion de l'Artisanat ; Etc...

A titre illustratif, en considérant les 13 Cahiers des charges déjà signés à date, nous avons :

- Plus de 31 écoles Maternelle, Primaire et Secondaire à construire + équipements complets ;
- 1 Institut Supérieur Technique et 3 Instituts Techniques de type MUTOSHI à construire + Equipements complets ;
- 1 Hôpital Général de Référence, plus de 12 Centres et 8 Postes de santé à construire et à équiper complètement ;
- Plus de 12 Centres de Promotion Sociale, Orphelinat et d'Encadrement des personnes vivant avec Handicap à construire et à équiper totalement ;
- Plus de 150 km des routes agricoles à réhabiliter et plus de 3 ponts à jeter ;
- Environs 10 km des routes urbaines à asphaltter et 10 autres km à stabiliser avant asphaltage ;
- Plus de 120 forages d'eau potable à réaliser, Nombreuses sources d'eau à capter et à aménager ; et 4 réseaux importants d'adduction d'eau à créer et à renforcer ;

- Plus de 1200 hectares de culture de Maïs à appuyer, avec mécanisation des activités agricoles ;
- 7 terrains de football et 3 complexes omnisports à construire ;
- 13 Marchés modernes à construire pour faciliter les échanges commerciaux ;
- Une chaîne de Radio-télé communautaire à implanter ;
- Etc...

Les entreprises qui investissent dans la RSE au Lualaba sont regroupées par origines en trois catégories :

Tableau n° 3 : Classification des entreprises minières pratiquant la RSE par origine

Origine	Entreprise
OCCIDENTALE	KCC, MUMI, PHELPS DODGE, METALKOL
ASIATIQUE	TFM, HMC, TCC, LAMICAL, CCR, MKM COMMUS, KAMOA, CDM, SOMIDEZ, HMC
AFRICAINNE	KALONGWE, MPC

Source : Élaboré sur base des statuts des entreprises

Partant de la classification de ces entreprises par origine on observe que dans chacune de trois catégories (occidentale, asiatique et africaine), il y'a un comportement qui se manifestent face à la RSE qui peut justifier pourquoi certainement investissent et d'autres non. Par ailleurs, on a observé depuis l'année 2018 jusqu'à 2022 les contributions des entreprises minières en termes de redevances minières prélever sur leurs chiffres d'affaires de la manière suivante :

Tableau n°4 : État des recettes perçus par les EDT en provenance des entreprises minières

Commune (Ville) et EDT		Type EDT	Entreprises, entités de traitement et/ou de transformation	Redevance Minière perçue de 2018 à 2022 (USD)
LUBUDI	FUNGURUME	COMMUNE RURALE	TFM	6 427 950,85
KOLWEZI	DILALA	COMMUNE URBAINE	COMMUS GLOBAL	4 053 819,70
			KCC S.A.	17 783 583,49
			TAVIR	114 702,93
			CDM	69 557,59
MUTSHATSHA	LUILU	SECTEUR	CHENG TUN CONGO RESSOURCES	1 461 667,20
			COMPAGNIE MINIERE DE KAMBOVE	30 339,47
			HANRUI METAL CONGO	195 817,83
			KATANGA METALS	90 255,35
			KINSEDA COPPER COMPANY	392 272,13
			LUALABA COPPER SMELTER	1 370 454,79
			METALKOL	7 808 175,14
			MINING PROGRESS	172 882,07
			MUTANDA MINING	22 228 145,52
			SOCIETE MINIERE DE DEZIWA	2 742 810,50
			TENGYUAN COBALT & COPPER	1 475 784,10
			THOMAS MINING	205 347,03

Source : Rapport ITE RDC, 2023

Le tableau ci-haut nous renseigne sur les redevances minières versées par les entreprises minières en termes de quotité de 10 % sur les recettes réalisées. On s'attend à ce que dans l'approche normative que ces investissements augmentent ; est-ce bien le cas ?

La littérature nous renseigne qu'il existe un lien entre la responsabilité sociale des entreprises et la performance financière. Ces chercheurs ont conclu qu'il y'a un lien positif, d'autres ont trouvé un lien négatif, tandis qu'un autre groupe n'a trouvé aucun lien significatif. (Preston et O'Bannon (1997), Cornell et Shapiro (1987), Allouche et Laroche (2005), Waddock et Graves, (1997), Kurucz, Colbert et Wheeler, (2008), Tarik El Malki, (2014)). Si cette relation est vérifiable, est-ce bien le cas pour les entreprises minières du Lualaba ?

Questions de départ :

A la lumière de ce qui précède, on ne retiendra que la RSE amène à formuler de nombreuses questions. **En quoi la RSE constitue-t-elle une valeur ajoutée pour les**

entreprises minières œuvrant dans le Lualaba ? Quel est son impact sur les performances financières de ces entreprises ?

2.Revue de la Litterature

De nombreuses études, avec un rythme de parution s'accéléraient récemment, ont permis d'articuler la connaissance empirique par la synthèse des réponses obtenues. Si le lien entre la responsabilité sociale et la performance financière a fait l'objet de nombreuses publications au cours des vingt dernières années, il ressort de ces études des résultats contradictoires ne permettant pas d'établir clairement l'existence d'un lien positif ou négatif entre performance sociale et financière des entreprises (Preston et O'Bannon, 1997 ; Griffin et Mahon, 1997 ; MacWilliams et Siegel, 2001, Margolis et Walsh, 2002). Le manque de fondements théoriques et conceptuels des études, l'absence d'uniformité en matière d'évaluation de la performance sociale et financière et les insuffisances méthodologiques constatées expliquent la faiblesse des résultats obtenus jusqu'ici.

De nombreuses études ont permis d'articuler la connaissance empirique par la synthèse des résultats obtenus. Les surveys les plus récents des travaux de recherche (Griffin et Mahon, 1997 ; Roman, Hayibor et Agle, 1999 ; Margolis et Walsh, 2003) observent un léger avantage pour la mise en évidence de liens positifs entre la performance sociale et la performance financière (Tableau 3). La synthèse de la littérature la plus exhaustive à ce jour recense 122 études publiées entre 1971 et 2001 (Margolis et Walsh, 2003) avec un rythme de parution s'accroissant récemment (35 études entre 1997 et 2001). Sur ces 122 études, cinquante et une concluent à une association positive entre la performance sociale et la performance financière, vingt obtiennent des

résultats mitigés, vingt-sept concluent à l'absence de liens et sept observent un lien négatif (Tableau 3). Margolis et Walsh (2003) recensent également vingt et une études consacrées aux déterminants de la performance sociale, testant ainsi l'influence de la performance financière sur la performance sociale. Parmi celles-ci quinze indiquent que la performance financière influence positivement la performance sociale, trois indiquent des résultats mitigés et trois autres des relations non significatives.

Ces différentes synthèses de la littérature permettent de dresser un panorama des études existantes mais s'avèrent finalement limitées pour valider l'hypothèse d'un lien univoque entre la performance sociale et la performance financière.

Tableau n°5: synthèse des études principaux résultats empiriques

Nature de la relation	Pava & Krausz (1996)	Griffin & Mahon (1997)	Roman Hayibor & Agle (1999)	Margolis & Walsh (2003)	Margolis & Rynes (2003)
Relation positive	57	22	28	66	27
Relation négative	5	12	2	7	2
Relation non significative	38	6	11	30	-
Relation mitigée	-	11	5	23	23
Total	21	51	46	126	52

Source : Allouche & Laroche (2005)

Orlitsky, Schmidt et Rynes (2003) développent une critique acérée à l'égard de ces surveys fondés sur le 'vote counting' qui additionnent, selon eux, des résultats contestables. En effet, les résultats ne peuvent être combinés sans qu'aient été au préalable contrôlés les artefacts statistiques que sont les erreurs de mesure et d'échantillonnage. Depuis, Orlitsky et al. (2003) ont proposé une méta-analyse de cette littérature afin, d'une part, d'évaluer l'intensité de la relation entre les deux dimensions après correction des artefacts statistiques et, d'autre part, d'examiner l'influence de certaines variables supposées modératrices sur cette relation (nature de la mesure de performance sociale, de la performance économique, temporalité de la relation, ...). Les auteurs montrent finalement que la relation entre RSE et performance financière est positive dans une grande variété de contextes et de secteurs d'activité (Tableau 5). Toutefois, la variance résiduelle reste élevée (>75%) suggérant que l'interaction entre la performance sociale et la performance économique reste indéterminée et que de nombreuses variables modératrices sont susceptibles d'intervenir dans cette relation.

Afin d'identifier les sources d'hétérogénéité entre les résultats des études, Orlitsky et al. (2003) ont recours à une méta-analyse stratifiée. Les résultats obtenus indiquent que la corrélation moyenne entre les deux dimensions varie selon le type d'indicateurs de performance sociale et de performance financière utilisés. Ainsi, montrent-ils simultanément que les mesures de performance sociale sont plus fortement corrélées avec les indicateurs comptables alors que les indices de réputation s'avèrent plus lourdement corrélés avec la performance financière que toute autre mesure de performance sociale.

Depuis les années quatre-vingt-dix, les études sur le sujet se sont multipliées et la part d'études indiquant un lien positif a également augmenté. Jusqu'au milieu des années 90, les chercheurs évaluaient l'interaction entre la performance sociale et la performance financière à l'aide d'analyses multivariées. Plus récemment, les chercheurs ont eu tendance à privilégier deux autres types de méthode. D'une part, des études fondées sur l'analyse de portefeuille qui montrent que la prise en compte de l'environnement n'apparaît pas comme un facteur déterminant de la performance boursière. Les fonds éthiques n'étant pas plus rentables que les fonds traditionnels (Sauer, 1997). D'autre part, des études d'événements dont l'objectif est d'examiner l'impact d'événements « socialement responsables ou irresponsables » sur les cours boursiers (par exemple, Posnikoff, 1997 ; Teoh, Welsh et Wazzan, 1999 ; Worrell, Davidson et Sharma, 1991 ; Wright et Ferris, 1997). Il s'agit de comparer le rendement observé sur une période déterminée avec le rendement qui aurait été le sien si l'événement n'était pas survenu. Le rendement anormal est interprété comme la mesure de l'influence de l'événement ou de sa perception sur le rendement du titre durant cette période. Lanoie et Laplante (1992) ont ainsi montré que les entreprises respectueuses de la législation environnementale ne subissent pas d'amendes ou de pénalités, ce qui se répercute sur leur image publique et par conséquent sur leur valeur boursière. D'autres études d'événements évaluent les effets de l'irresponsabilité sociale (CSI=Corporate Social Irresponsibility) sur la performance financière des entreprises (par exemple, Peltzman, 1981 ; Eckbo, 1983 ; Wier, 1983). Il s'agit généralement d'études dont

l'objectif est d'examiner l'impact des comportements illégaux et socialement irresponsables sur le rendement des titres des entreprises sur une période donnée, Frooman (1997) a proposé une méta-analyse de ces études fondées sur la méthodologie des études d'événements.

Parmi les 122 études recensées par Margolis et Walsh (2003), vingt et une études seulement se sont spécifiquement penchées sur la question du lien de causalité entre la RSE et la performance financière, cherchant à répondre à la question de la temporalité de la relation entre les deux dimensions. La plupart des recherches publiées n'ont apprécié la performance

sociale qu'à un moment donné dans le temps, sans qu'il soit possible de déterminer la relation de cause à effet. Or, la compréhension du phénomène rend souhaitable de pouvoir disposer d'interprétation, en termes de causalité, qui permettent de prendre en compte des relations plus complexes.

Il existe néanmoins quelques études empiriques qui ont tenté d'identifier l'influence de la performance financière sur la performance sociale et de facto d'identifier une relation temporelle entre les deux dimensions. Le tableau n° présente 21 études identifiées par Margolis et Walsh (2003).

Tableau n° 6 : Résultats obtenus par 93 études empiriques examinant le lien entre la RSE et la performance financière

MESURES DE LA RSE	MESURES DE LA PERFORMANCE FINANCIERE DES ENTREPRISES							
	FINANCE		MARKETING		MARKETING ET FINANCE		AUTRES MESURES	
	Études	Résultats	Études	Résultats	Études	Résultats	Études	Résultats
	Bowman & Haire (1975)	U-shape d	Ingram (1978)	+	Belkaoui & Karpick (1989)	-,0,+		
	Bowman (1976)	+	Belkaoui (1976)	+	Verschoor (1998)	+		
	Fry & Hock (1976)	0	Anderson & Franckle (1980)	+	Verschoor (1999)	+		
Analyse du contenu de la divulgation	Bowman (1978) Preston (1978) Abbott & Monsen (1979)	0 + 0	Freedman & Jaggi (1986) Holman, New & Singer (1990) Freedman & Stagliano (1991)	0 -,0,+ +				
	Ingram & Frazier (1983)	0	Blacconière & Patten (1994)	+				
			Blacconière & Northcut (1997)	+				
	Weighted Mean Correlations ²	-.009		+.055		na		na
	Parket & Eilbirt (1975)	+	Newgren et al. (1985)	+	Rockness, Schlachter & Rockness (1986)	-,0,+	Sharma & Vredenburg (1998)	+
	Aupperle, Caroll & Hatfield (1985)	0	Patten (1990)	0	Ogden & Watson (1999)	-,0,+	Reimann (1975)	+
	Wokutch & Spencer (1987)	+	Teper (1992)	-	Judge & Douglas (1998)	+	Marcus & Goodman (1986)	-,0,+
	O'Neill, Saunders & McCarthy (1989)	0	Meznar, Nigh & Kwok (1994)	-	Kedia & Kuntz (1981)	-,0,+	Klassen & Whybark (1999)	+
	Lashgari & Gant (1989)	0	Wright, Ferris, Hiller & Kroll (1995)	+			Christmann (2000)	+
Responsabilité sociale des entreprises/valeurs et attitudes	Porter & Van des Linde (1995)	+	Klassen & MacLaughlin (1996) Boyle, Higgins & Rhee (1997) Kahn, Lekander & Limkuhler (1997) McWilliams &	+ - - 0				

			Siegel (1997)					
			Posnikoff (1997)	+				
			Wright & Ferris (1997)	-				
			Teoh, Welch & Wazzan (1999)	0				
			Jones & Murrell (2001)	+				
	Weighted Mean Correlations ²	+0.075		na		na		+0.296
Sociétés d'audits sociaux	Russo & Fouts (1997) Waddock & Graves (1997) Berman, Wicks, Kotha & Jones (1999)	+ + -,0,+	Luck & Pilotte (1993) Graves & Waddock (1994) Kurtz & Di Bartolomeo (1996)	+ -,0,+ 0	Hart & Ahuja (1994) Greening (1995) Dowell, Hart & Yeung (2000)	+0 +		
Comportements, Processus et résultats	McWilliams & Siegel (2000)	0	Guerard (1997a)	0	Graves & Waddock (2000)	+		
(KLD, etc.)			Guerard (1997b) Hillman & Keim (2001)	-,0,+ -,0,+	Waddock, Graves & Gorski (2000)	0		
	Weighted Mean Correlations ²	+0.131		+0.021		na		na
	Heinze (1976)	+	Vance (1975)	-	Cochran & Wood (1984)	-,0,+	Moskowitz (1972)	+
	Sturdivant & Ginter (1977)	+	Preston & Sapienza (1990)	+	McGuire, Sundgren and Schneeweis (1988)	+	Conine & Madden (1986)	+
	Alexander & Buchholtz (1978)	0	Brown (1998)	+	Fombrun & Shanley (1990)	0		
	Spencer & Taylor (1987)	+	Brown (1997)	-,0,+	McGuire, Schneeweis & Branch (1990)	-,0,+		
Indice de réputation (Moskowitz, Fortune)	Clarkson (1988) Herremans, Akathaporn & McInnes (1993) Simerly (1995)	+ + +			Simerly (1994)	+		
	Griffin & Mahon (1997)	+						
	Preston & O'Bannon (1997)	+						
	Tichy et al. (1997)	+						
	Weighted Mean Correlations ²	+0.306		+0.359		na		+0.649
Indices de pollution	Bragdon & Marlin (1972)	+0 +	Fogler & Nutt (1975)	0	Spicer (1978)	+		
	Freedman & Jaggi (1982)		Shane & Spicer (1983)	+	Chen & Metcalf (1980)	0		
	Nehrt (1996)		Stevens (1984) Diltz (1995)	+ -,0,+	Blackburn, Doran & Shrader (1994) Pava & Krausz (1996)	-,0,+ -,0,+		
	Weighted Mean Correlations ²	na		na		na		na
Nombre d'études		30		35		21		7

Source : Élaboré sur base de la revue de la littérature

Légende : (+) lien positif, (-) lien négatif, (0) absence de lien, (-,0,+) lien mixte, na=pas possible.

grande majorité des études (71%) met en évidence une liaison positive entre la performance financière et la performance sociale, cela quel que soit la nature des mesures de performance sociale et de performance financière. Il semblerait que le niveau de performance financière détermine au moins partiellement le niveau de responsabilité sociale. Les résultats obtenus par Orlitzky (2003) confirment l'influence positive de la performance financière sur la performance sociale, suggérant l'hypothèse d'une synergie positive. Cependant, le faible pourcentage de variance entre les études, expliqué par les artefacts (entre 20 et 26 %) suggère la présence de variables modératrices.

A ce jour, les études empiriques ne permettent donc pas de conclure clairement et définitivement à l'existence d'une relation stable et non ambiguë entre la RSE et la performance financière. Si ces résultats font ressortir a priori l'existence d'un lien positif, ils doivent être relativisés compte tenu des limites méthodologiques et conceptuelles que présentent les recherches dont ils sont issus. En effet, l'absence d'uniformité en matière d'évaluation de la performance sociale et financière explique en partie ces résultats contradictoires. Il convient dès lors de montrer que les résultats des travaux existants sont imparfaits en raison de nombreuses limites méthodologiques.

L'appréciation de la performance des entreprises fait l'objet d'un intense débat qui se traduit par de profondes évolutions sur la nature et la portée des engagements des entreprises en matière de responsabilité sociale et environnementale. En effet, il paraît de plus en plus évident que l'évaluation de la performance des entreprises ne peut se réduire à une poignée d'indicateurs exclusivement financiers mais doit désormais être considérée comme globale, tout au long de la chaîne de valeur et au-delà. Il est par ailleurs devenu usuel que cette performance soit évaluée au regard de critères, financiers et extra-financiers, et les récentes évolutions en matière juridique tendent à rendre obligatoire ces pratiques de reporting. Ainsi n'est-il pas rare que les entreprises soient médiatement interpellées quand la performance financière se fait au détriment de la performance sociale et environnementale. Pourtant, bien que les évidences soient nombreuses et les manifestations fréquentes, la démonstration du lien de causalité entre l'une et l'autre ne fait pas encore l'unanimité dans le domaine scientifique.

Au vu de ce débat, notre préoccupation de recherche s'articule autour de la question suivante : Dans quelle mesure la performance sociale peut-elle impacter sur la performance financière des entreprises minières du Lualaba ?

3. Démarche Méthodologique

Le présent article vise à expliquer la performance financière au sein des entreprises minières à travers les pratiques de

la responsabilité sociale de ces entreprises. Notre démarche dans cet article se veut être à la fois exploratoire, descriptive et explicative.

- Pour la collecte des données l'étude étant longitudinale, nous allons utiliser la méthode d'enquête et la technique l'observation documentaire avec les données des panels des entreprises minières du Lualaba,
- Pour l'analyse des données, nous allons recourir à la méthode de l'analyse du contenu et à l'analyse statistique multivariée en utilisant la matrice de corrélation.

La revue de la littérature nous révèle l'absence d'un consensus sur le sens de la relation entre la responsabilité sociétale de l'entreprise et sa performance financière, la recherche mobilise une méthodologie développée qui consiste à mesurer, sur un échantillon de quatre entreprises minières, prise ensemble dans une même géographie la province du Lualaba, en évaluant la relation entre responsabilité sociétale et performance financière, sur des données de la période 2018 et 2022.

L'étude s'est appuyée sur la base de la Direction Générale des Grandes Entreprises et à la Division Provinciale des Mines du Lualaba à partir des états financiers déposés par les entreprises de notre échantillon.

L'échantillon de ce travail est composé des données prélevées sur les cinq ans au sein des quatre entreprises minières, à savoir : TFM, METALKOL, KAMOA et COMMUS. Les données des analyses ont été prélevées dans ces entreprises où il était question de disposer un certain nombre des informations relatives à la thématique de recherche.

Les données obtenues sont regroupées en deux catégories des variables, une explicative et une variable à expliquer. Cependant, ces variables sont capturées par des métriques proxy de la responsabilité sociale d'une part et la performance financière d'autre part. Ainsi, les mesures de nos variables sont : les dépenses d'investissement dans la responsabilité sociale, d'une part et la rentabilité financière, la rentabilité économique et la rentabilité commerciale, d'autre part.

Notre taille d'échantillon est de 20 observations, obtenu par la multiplication des 5 périodes d'observations et dans 4 entreprises minières.

4. Résultats et discussion

La responsabilité sociétale des entreprises du Lualaba sera appréhendée sur la base de l'ensemble des dépenses d'investissement intégrant les différentes dimensions de la RSE, à savoir : ressources humaines, droits humains sur les lieux du travail, gouvernance, engagement sociétal, environnement, comportements sur les marchés. En revanche, la performance financière est, quant à elle, analysée sur la base de trois indicateurs comptables (rentabilité financière, rentabilité des actifs et la rentabilité commerciale).

Trois mesures de nature comptable ont été retenues pour capturer la performance financière au sein des

entreprises minières faisant partir de notre échantillon d'étude. En effet, le taux de rendement des actifs (ROA) et le taux de rentabilité financière (ROE), mesures de performance fréquemment utilisées dans les études menées sur le lien entre RSE et performance financière (Waddock, Graves, 1997 ; Preston, O'Bannon, 1997 ; Graves, Waddock, 1999 ; Seifert, Morris, Bartkus, 2003). Quant à ce qui concerne la troisième mesure, elle est retenue partant des observations empiriques, nous ajoutons à côté de ces deux mesures comptables, la rentabilité commerciale dans le but de capturer la

performance à trois échelles, à savoir : commercial, financier et économique. En effet, nous comptons au total trois mesures proxy de la performance financière qu'on mettra en relation avec la RSE.

Le tableau ci-dessous, inique les mesures utilisées pour capturer la performance financière comme variable endogène de l'étude, en donnant le symbole respectif pour chaque mesure, les coefficients qui seront estimés de la RSE dans chaque modèle et précise le signe attendu de la RSE sur la performance financière.

Tableau N°7. Indicatif des mesures des variables dépendantes de l'analyse

Variable	Proxy	Symbole	Formule de calcul	Coefficients à estimés de RSE	Effet attendu de la RSE
Performance financière (PF)	Rentabilité commerciale	RTECOMM	$\frac{RN_t}{CAHT_t}$	β_1	+
	Rentabilité économique	RTEECO	$\frac{RN_t}{CP_t}$	β_2	+
	Rentabilité financière	RTEFIN	$\frac{RN_t}{TA_t}$	β_3	+

Source : Elaboré à partir des hypothèses et de la littérature

La rentabilité commerciale a été mesurée par le rapport entre le résultat net et le chiffre d'affaires HT. La rentabilité économique quant à elle est mesurée par le ratio résultat net et capitaux propres. Enfin, la rentabilité financière est obtenue par le ratio résultat net et total actif.

A cet effet, le présent travail vise à vérifier empiriquement la social impact hypothesis qui repose sur la théorie des parties prenantes qui prévoit un impact positif de la RSE sur la performance financière (Freeman, 1984). En effet, notre modèle théorique de base correspond à l'équation mathématique suivante :

$$PF_{(i,t)} = \alpha_j + \sum_{i=1}^n \beta_j RSE_{(i,t)} + \varepsilon_{(i,t,j)} \quad (1)$$

Où : PF = Performance financière ; RSE : Responsabilité sociale ; ε : termes d'erreur ; a : terme constant et β : coefficient à estimer dans le modèle.

Avec : i = (1,2,..., 4) : nombre d'entreprise de l'échantillon (dimension transversale) ; t = (1,2,...,5) : nombre de période d'observation allant de 2018 à 2022 (dimension temporelle) et j = (1 à 3) : nombre de mesure utilisée pour captée la performance financière (dimension structurelle).

Dès cette équation de base, nous allons réécrire les questions spécifiques en fonction des mesures de la performance financière comme suit :

$$RTECOMM_{(i,t)} = a_1 + \sum_{i=1}^n \beta_1 RSE_{(i,t)} + \varepsilon_{(i,t,1)} \quad (1.1)$$

$$RTEECO_{(i,t)} = a_2 + \sum_{i=1}^n \beta_1 RSE_{(i,t)} + \varepsilon_{(i,t,2)} \quad (1.2)$$

$$RTEFIN_{(i,t)} = a_3 + \sum_{i=1}^n \beta_1 RSE_{(i,t)} + \varepsilon_{(i,t,3)} \quad (1.3)$$

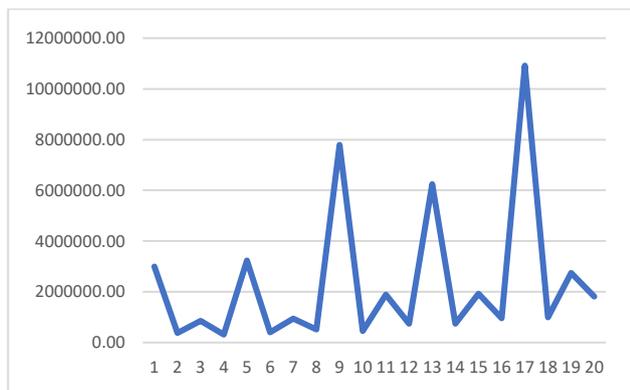
Comme nous pouvons le voir ci-dessus, trois mesures sont utilisées pour capturer la variable à expliquer la performance financière, nous faisons face à une modélisation spécifique qui nécessite une approche structurelle contrairement à la modélisation linéaire, car trois mesures endogènes supérieures à une mesure exogène. Seule la famille des modèles structurels permettra de tenir compte de trois dimensions distinguées dans les données, à savoir : temporelle, transversale et structurelle. Cependant, cette forme de modélisation suppose l'existence à la fois dans les données des relations linéaires, causaux et cointégrantes.

Dans la littérature économétrique, on trouve une panoplie des modèles structurels, mais ce travail ne consistera pas à énumérer ces modèles ; au contraire à trouver un modèle structurel qui s'adapte aux données après les examens préliminaires d'exploration statistique des données.

Notre étude est caractérisée par des données combinant à la fois un aspect temporel, un aspect transversal et un aspect structurel.

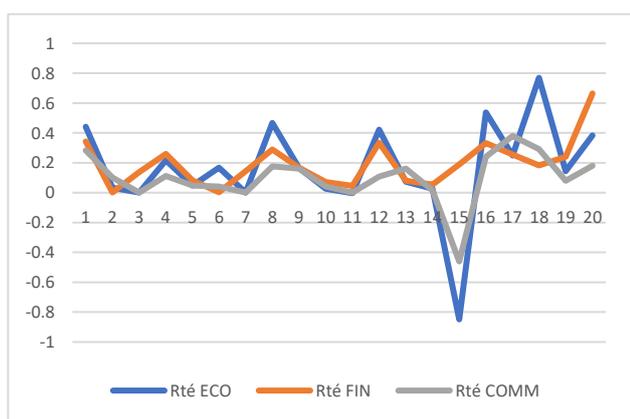
Les graphiques ci-dessous nous donne les principales tendances obtenues à l'aide du logiciel XLSTAT pour l'ensemble des variables de l'étude, ainsi que les principales caractéristiques de l'échantillon du point de vue du secteur d'activité et de la zone géographique d'analyse.

Comme souligné, l'année 2022 reste l'année à forte investissement en responsabilité social de 4.116.964 USD contrairement aux autres années.



Source : Analyse des données

Figure N°1. Évolution graphique des dépenses en investissement des RSE



Source : Analyse des données

Figure N°2. Évolutions graphiques des ratios de rentabilité (en %)

Sur la figure ci-dessus nous remarquons sur les trois mesures de la performance financière seule la rentabilité financière positive sur l'ensemble de la période et dans toutes les entreprises, contrairement aux deux autres mesures commerciale et économique où il s'observe un niveau négatif atteint qui correspond à l'année 2021 pour la rentabilité commerciale et aux années 2020 et 2021 pour la rentabilité économique.

En moyenne, la rentabilité commerciale est de 0,098, suivi de la rentabilité économique 0,166 et enfin de la rentabilité financière 0,194. C'est la rentabilité financière qui présente un fort ratio soit 19% avec un minimum de presque zéro contrairement aux autres un minimum négatif.

Comparativement, entre les entreprises de l'échantillon, TFM possède d'une rentabilité commerciale supérieure aux autres mesures, respectivement 0,207 ; 0,195 et 0,185. Au niveau de la TFM, la rentabilité financière est en dernière position en fonction de la moyenne qu'elle dégage, suivi de la deuxième entreprise selon le constat de l'analyse comparative des dépenses des responsabilités sociales, la KAMOA la rentabilité financière l'emporte avec un ratio de 0,151 suivi de la rentabilité commerciale négative de (0,076) et la

rentabilité financière négative également en dernière position (0,142). Nous pouvons déjà l'affirmer qu'il y a une forme hétérogénéité entre les deux premières entreprises dans la poursuite de leur performance financière. En revanche, pour la deuxième catégorie des entreprises dont les dépenses des responsabilités sont en-dessous de la moyenne générale, nous constatons que METALKOL c'est la rentabilité économique qui est supérieure aux autres mesures avec un ratio moyen de 0,204, suivi de la rentabilité commerciale de 0,098 et enfin financière de 0,062 et enfin, l'entreprise COMMUS montre une forte performance à travers la rentabilité économique qui est de 0,405, suivi de la rentabilité financière de 0,375 et en dernier 0,163 qui correspond à la rentabilité commerciale.

Comme signaler ci-haut qu'il s'observait une performance financière négative cela correspond à l'entreprise KAMOA qui enregistré une performance négative entre 2020 et 2021.

Conclusion

Au terme de cet article, nous allons présenter un condensé qui restitue l'essentiel de nos résultats et insérer ceux-ci dans un champ plus vaste de la théorie scientifique. Nous sommes partis de l'observation sur le comportement des entreprises minières du Lualaba qui recourent aux pratiques de la responsabilité sociale pour répondre aux exigences légales.

Un survol analytique de la littérature existante nous as permis de construire une revue de littérature solide et à nous fixer sur les approches théoriques et le cadre d'analyse à adopter dans cette recherche, ce qui nous a conduit à présenter une question de recherche et à formuler les hypothèses de recherche.

Du point de vue méthodologique, une observation documentaire avec les données des panels des entreprises minières nous a permis de récolter les données en rapport avec notre étude, ensuite nous avons procédé à l'analyse du contenu et à l'analyse statistique multivariées en utilisant la matrice de corrélation pour aboutir aux résultats ci-après :

- Les dépenses d'investissement dans la responsabilité sociale impactent positivement sur la performance financière des entreprises minières du Lualaba, car les valeurs de la statistique de Student calculées sont largement supérieures à la valeur théorique au seuil de 5%. Nous confirmons également à court terme que la RSE exerce un impact positif sur la performance financière dans les entreprises minières. Une hausse de dépenses d'investissement dans la responsabilité sociale se traduit par une hausse de la performance financière.
- Les coefficients de la force de rappel à l'équilibre est significatif uniquement pour le modèle de la rentabilité financière, car ce coefficient est bien significativement négatif et compris entre 0 et 1, la représentation à correction d'erreur est valide

uniquement pour cette mesure de la performance financière. Ceci, nous conduit à retenir le modèle de la rentabilité financière comme étant le modèle le plus significatif. Comme la force de rappel est significative, comprise entre 0 et 1 en valeur absolue pour ce modèle, et statistiquement significative.

- Tous les paramètres estimés sont statistiquement significatifs sauf le terme constant dans les trois modèles ($t\text{-stat} < 1,96$), mais le modèle spécifié explique seulement 32% à court-terme (voir annexe) les variations de la performance financière dans les entreprises minières du Lualaba. Nous disons que les chocs de la RSE sur la performance financière se corrigent à environ 4% par l'effet du déséquilibre entre le niveau désiré de la performance et le niveau atteint.
- Le retard moyen de l'ajustement est (1/0,038) : un choc constaté sur la performance financière des entreprises minières du Lualaba est entièrement résorbé au bout de 26 mois et 9 jours en moyenne (l'ajustement est large).
- A court terme, les effets de la RSE sont significatifs dans les entreprises minières du Lualaba, la RSE exerce un effet négatif pour les entreprises TFM et METALKOL avec des effets respectivement de (0,857) et (0,933). Par contre, KAMAO et COMMUS la RSE à impactée positivement.
- A long terme, l'entreprise TFM et KAMOA subissent un impact négatif leurs rentabilités financières, respectivement à (0,034) et (0,006).
- C'est qu'il faut retenir de l'examen de la matrice des corrélations est que la seule relation linéaire qui existe entre la RSE et la performance financière est captée par la mesure de la rentabilité commerciale. Autrement dit, l'augmentation des dépenses d'investissement dans la responsabilité sociale se traduit par une hausse de la rentabilité commerciale, car elle est liée linéairement à ces dépenses contrairement aux rentabilités économique et financière.
- Par entreprise, la RSE est corrélée positivement et fortement avec la rentabilité commerciale au sein de la TFM à 0,573, très faiblement et négativement avec la rentabilité économique et positive avec la rentabilité financière, (0,072) et 0,069, respectivement. Par contre, au niveau de l'entreprise METALKOL, la RSE est fortement et positivement corrélée à toutes les mesures de la performance financière, 0,889, 0,778 et 0,681 financière, économique et commerciale, respectivement. Suivi de KAMOA où la RSE est corrélée modérément à la performance financière à travers la mesure de la rentabilité financière de 0,442 et négativement très faible à la rentabilité commerciale et économique de (0,049) et (0,052), respectivement et enfin, l'entreprise COMMUS la RSE est corrélée positivement fortement, modérément et faible, 0,968, 0,426 et 0,253, respectivement rentabilité financière, économique et commerciale.

- Enfin, les matrices de corrélation par période montrent que l'année 2018, 2020 et 2022 reste les années avec de faible dispersion de corrélation contrairement aux autres années pour la rentabilité commerciale. Pour la rentabilité économique, elle débute avec une corrélation positive avec la RSE de 0,803 et négative modérément en plus entre la période de 2019 et 2022. Enfin, la rentabilité financière, montre une relation une forte relation positive en 2018 de 0,683, suivi de l'année 2021 caractérisé par un coefficient négatif de (0,405). L'année 2018 reste l'année caractérisée par une forte corrélation positive pour les trois mesures.

Bibliographie

- [1] Allouche, J. & Laroche, P. (Mar 2005). Responsabilité sociale et performance financière des entreprises : une synthèse de la littérature. Colloque "Responsabilité sociale des entreprises : réalité, mythe ou mystification ? ", Nancy, France.
- [2] Aminata Fall. (2013). Mémoire sur l'évaluation de la performance financière d'une entreprise : cas de la SAR.
- [3] Anderson, J.C. et Frankle, A.W.(1980), "Voluntary Social Reporting : An ISO-Beta Portfolio Analysis", *The Accounting Review*, 55, 467-79
- [4] Andriof, J. et Waddock S., (2002). "Unfolding stakeholder engagement", dans *Unfolding*
- [5] Aupperle, K. E. (1982), *An empirical inquiry into the social responsibilities as defined by corporations : an examination of various models and relationship*, Doctoral dissertation, University of Georgia.
- [6] Aupperle, K-E, Carrol, A-B., Hatfield, J-D.(1985), "An empirical investigation of the relationship between corporate social responsibility and profitability", *Academy of Management Journal*, Vol 28, N°2, pp. 446-464.
- [7] Balabanis, G., Phillips, H. C. et Lyall, J. (1998), "Corporate Social Responsibility and Economic Performance in the Top British Companies: are they linked?", *European Business Review*, 98:1, 25-44.
- [8] Becchetti, L. et Ciciretti, R. (2006), *Corporate Social Responsibility and Stock Market performance*, CEIS Research Paper 79, Vergata University, CEIS.
- [9] Boiral, O. (2004), « Environnement et économie : une relation équivoque », *Vertigo*, Vol 5, No 2, 22-30.
- [10] Bousseta, M. & Kharbouche, S. (2014). Responsabilité Sociale des Entreprises au Maroc, *Revue Marocaine de Recherche en Management et Marketing*, N°9-10, Janvier-Décembre 2014, p.291-303.
- [11] Bragdon, J. H. et Marlin, J. A. (1972), "Is Pollution Profitable?", *Risk Management*, 19:4, 9- 18.
- [12] Callan, S. J. et Thomas, J. M. (2009), "Corporate financial performance and corporate social performance: An update and reinvestigation", *Corporate Social-Responsibility and Environmental Management*, 16 :2, 61-81.
- [13] Capron et Quairel-Lanoizelee (2006), les normes comptables internationales, instrument du capitalisme financier, management et sciences sociales, Academia.
- [14] Capron Michel et Quairel-Lanoizelée Françoise (2010). *La responsabilité sociale d'entreprise*. Paris, La Découverte.
- [15] Carroll (1991), « The Pyramid of Corporate Social Responsibility: Toward the Moral Management of

- Organizational Stakeholders », *Business Horizons*, 1991, July-August, pp. 39-48.
- [16] Carroll, A.B. (1979), "A three dimensional conceptual model of corporate social performance", *Academy of Management Review*, vol. 4, p. 497-505.
- [17] Carroll, A.B. (1999), « Corporate Social Responsibility », *Business & Society*, vol. 38, n° 3, pp. 268-295.
- [18] Carroll, A.B. (1983), "Corporate social responsibility: Will industry respond to cut-backs in social program funding?", *Vital Speeches of the Day*, 49, p. 604-608.
- [19] Carroll, A.B. (1994), Social issues in management research, *Business and Society*; Apr 1994; 33:1, 5-29.
- [20] Cazal D. (2011), RSE et théorie des parties prenantes : les impasses du contrat, *Revue de la régulation* 1^{er} semestre
- [21] Charreaux G., Desbrières P. (1998), Gouvernance des entreprises : valeur partenariale contre valeur actionnariale *Finance contrôle stratégie* Vol 1, n°2
- [22] Cornell, B and Shapiro, A.C. (Spring, 1987). Corporate Stakeholders and Corporate
- [23] Cornell, B. et Shapiro, R. (1987), "Corporate stakeholders and corporate performance",
- [24] Crane, A. & Matten, D. (2004), *Business Ethics: A European Perspective – Managing Corporate Citizenship and Sustainability in the Age of Globalization*, Oxford University Press, Oxford: UK.
- [25] Donaldson, T. et Preston, L. E. (1995), "The Stakeholder Theory of the Corporation: Concepts, Evidence, and Implications", *Academy of Management Review*, 20, 65-91.
- [26] Eckbo B.E., 1983, "Horizontal Mergers, Collusion, and Stockholder Wealth", *Journal of Financial Economics*, Vol. 11, p. 241-273.
- [27] El Hammioui, L. (2020). La gestion des compétences comme levier de Business Ethics, Irwin/McGraw-Hill, pp. 171-181.
- [28] El Malki T. (2014). La responsabilité sociale des entreprises : le cas du Maroc, Afrique Orient.
- [29] *Financial Economics*, Vol.6, n°2, Summer, p. 137-150.
- [30] *Financial Management*, 16, 5-14.
- [31] Freeman E. R. (1984). « A Stakeholder Theory of the Modern Corporation », in Hartman L. μ
- [32] Freeman E., Wicks A., Parmar B. (2004), Stakeholder Theory and "The Corporate Objective Revisited". *Organization Science* vol 15 n°3.
- [33] Friedman, M. (1962). Capitalism and Freedom, the University of Chicago Press, Chicago.
- [34] Frooman J., 1997, "Socially irresponsible and illegal behavior and shareholder wealth: a metaanalysis of event studies", *Business and Society*, vol. 36, n°3, September, p. 221-249.
- [35] Garriga, E. and Melé, D. (2004), "Corporate Social Responsibility Theories: Mapping the Territory", *Journal of Business Ethics*, 53, 51-71
- [36] Gond (J-P) et Igalens, J. (2010), La responsabilité sociale de l'entreprise, Presses Universitaires de France, p.90.
- [37] Gond J.P. et Mullenbach A. (2004), « Les fondements théoriques de la responsabilité sociétale de l'entreprise », *Revue des Sciences de Gestion*, Vol.205, pp. 93-116.
- [38] Gond J-P, Mercier S. (2003), Les théories des parties prenantes : une synthèse critique de la littérature, document de travail, publication en 2006 dans *Décider avec les parties prenantes*
- [39] Gond, J. P. (2010), *Gérer la performance sociétale de l'entreprise*, Paris : Vuibert.
- [40] Gond, J.P. (2001), "L'éthique est-elle profitable ?", *Revue Française de Gestion*, Novembre-Décembre, p. 77-85.
- [41] Gond, J.-P., et Igalens, J. (2008), La responsabilité sociale de l'entreprise. Paris : Presses Universitaires de France.
- [42] Gond, J-P. et Mercier, S. (2004), « Les théories des parties prenantes : une synthèse critique de la littérature », Acte du 15^{ème} Congrès annuel de l'Association Francophone de GRH (AGRH), Montréal.
- [43] Grant, R. M., Jamine, A. P. et Thomas, H. (1988), "Diversity, Diversification, and Profitability among British Manufacturing Companies", *Academy of Management Journal*, 31, 771-801.
- [44] Griffin J.J. & Mahon J.F., 1997, "The Corporate Social Performance and Corporate Financial Performance Debate", *Business & Society*, Vol.36, n°1, March, p. 5-31.
- [45] Husted, B.W. (2000), "A contingency theory of corporate social performance", *Business and Society*, vol. 39, n°1, p. 24-48. hal-00830582, version 1 - 5 Jun 2013
- [46] Jamali, D. (2008), "A stakeholder approach to corporate social responsibility: a fresh perspective into theory and practice", *Journal of Business Ethics*, 82, 213-231.
- [47] Johnson, R. et Greening, D. (1999), "The effects of corporate governance and institutional ownership types on corporate social performance", *Academy of Management Journal*, 42 : 5, 564-580.
- [48] Jones, T.M. (1980), "Corporate social responsibility revisited, redefined", *California Management Review*, vol. XXII, n°2, Spring, p. 59-67.
- [49] *Journal of Business Ethics*.
- [50] Kraft, K. & Hage, J. (1990), "Strategy, social responsibility and implementation",
- [51] Lanoie P. & Laplante B., 1994, "The Market Response to Environmental Incidents in Canada: A theoretical and Empirical Analysis", *Southern Economic Journal*, Vol. 60, n°3, p. 657-672.
- [52] Lenhof J-B (2018), Le projet de loi Pacte et les nouvelles « personnalités » de l'entreprise, *Économie et management*, n° 169.
- [53] Lépineux, F., Rosé, J.J., Bonanni, C., Hudson, S. (2010). La responsabilité sociale des entreprises : Théories et pratiques, éd. Dunod.
- [54] M'bayo M. (2004). L'art de confectionner un travail scientifique, PUL,
- [55] Margolis J.D. & Walsh J.P., 2003, "Misery loves companies: rethinking social initiatives by business", *Administrative Science Quarterly*, Vol.48, p. 268-305.
- [56] Martinet, A.C. et Reynaud, E. (2004), *Stratégies d'entreprise et écologie*, Economica, Paris.
- [57] McWilliams A. & Siegel D., 1997, "The role of money managers in assessing corporate social responsibility research", *Journal of Investing*, Winter, p. 98-107.
- [58] McWilliams A. & Siegel D., 2000, "Corporate Social Responsibility and Financial Performance: Correlation or Misspecification ?", *Strategic Management Journal*, Vol. 21, p.593-602.
- [59] Orlitsky M. & Benjamin J.D., 2001, "Corporate Social Performance and Firm Risk: A metaanalytic Review", *Business & Society*, Vol. 40, n°4, December, p. 369-396.
- [60] Orlitsky M., Schmidt F.L. & Rynes S.L., 2003, "Corporate social and financial performance: a meta-analysis", *Organization Studies*, vol. 24, n°3, p. 403-441.
- [61] Palpacuer F. (2008), *Firme-réseau globale et réseaux transnationaux d'ONG : Vers un nouveau mode de régulation ?* *Revue de la régulation*, Janvier.
- [62] Pava M.L. & Krausz J., 1996, "The Association between Corporate Social-Responsibility and Financial Performance:

- The Paradox of Social Cost”, *Journal of Business Ethics*, Vol. 15, p. 321-357.
- [63] Pesqueux Y. (2009), La responsabilité sociale de l’entreprise ou l’épuisement d’un thème de gestion, Congrès de l’ADERSE
- [64] Pesqueux Y. (2011), La responsabilité sociale de l’entreprise (RSE) comme discours ambigu. *Innovations* n° 34 – 1
- [65] Pesqueux Y. (2017), Robert E. Freeman et la théorie des parties prenantes en question. Master. France.
- [66] Pesqueux Y. (2020), La responsabilité sociale de l’entreprise (RSE): la «vieuse» RSE d’avant les Accords de Paris de 2015 et de la pandémie Covid-19 de 2020.
- [67] Pinkston T., Carroll A. (1996), « A Retrospective Examination of CSR Orientations: Have They Changed? », *Journal of Business Ethics*, vol. 15, p. 199-206.
- [68] Porter, M. E. et Kramer, M. R. (2002), “The Competitive Advantage of Corporate Philanthropy”, *Harvard Business Review*, 5-16.
- [69] Porter, M.E et Kramer, M.R. (2006), Strategy and Society : The Link Between Competitive, *Harvard Business Review*, HBR Spotlight, Décembre.
- [70] Porter, M.E. & Van Der Linde, C. (1995), “Green and competitive: ending the stalemate”, *Harvard Business Review*, vol.73, n°5, p. 120-134.
- [71] Poskinokof O J.F., 1997, “Disinvestment From South Africa: They Did Well by Doing Good”, *Contemporary Economic Policy*, Vol. XV, January, p. 76-86.
- [72] Preston L.E. & O’ Bannon D.P., 1997, “The corporate social-financial performance relationship : a typology and analysis”, *Business and Society*, 36, 419-429.
- [73] Preston L.E. & Sapienza A H.J., 1990, “Stakeholder Management and Corporate Performance”, *Journal of Behavioral Economics*, Vol. 19, n°4, Winter, p. 361-376.
- [74] Preston L.E., 1978, “Analyzing corporate social performance: methods and results”, *Journal of Contemporary Business*, vol. 7, p. 135-150.
- [75] Pupion P-C, Leroux E., Latouille J-J, Paumier A. (2006), Vers un nouveau mode de gestion de l’Éducation nationale inspiré des enseignements des théories de l’agence et des parties prenantes. *Politiques et management public*, vol. 24, n° 2, 2006. pp. 41-68.
- [76] Reynaud, E. (2003), Développement durable et entreprise : vers une relation symbiotique, Journée AIMS, Atelier développement durable, ESSCA Angers, pp.1-15.
- [77] Reynaud, E. (2006), Le développement durable au cœur de l’entreprise, DUNOD,
- [78] Reynaud, F., Rose. J-J., Bonanni, C., Hudson, S. (2010), La Responsabilité Sociale de l’Entreprise, théories et pratiques, Dunod, Paris.
- [79] Roman R.M., Ayibor S. & Agle B.R., 1999, “The Relationship Between Social and Financial Performance: Repainting a Portrait”, *Business & Society*, Vol. 38, n°1, p. 109-125.
- [80] Ruf, B.M., Muralidhar, K., Brown, R.M., Janney, J.J. & Paul, K. (2001), “An Empirical Investigation of the Relationship Between Change in Corporate Social Performance and Financial Performance: A Stakeholder Theory Perspective”, *Journal of Business Ethics*, Vol. 32, n°2, July, p.143-156.
- [81] Schwartz, M-S., Carroll, A-B.(2003): Corporate social responsibility: A three-domain approach, *Business Ethics Quarterly*, 13 (4), pp. 503-530
- [82] *Stakeholder thinking. Theory, responsibility and engagement*, (sous la dir. de) J. Andriof, S. Waddock, B. Husted et S.Rahman, Sheffield, Greenleaf, p. 19-42.
- [83] Teoh S.H., Welch I. & Wazzan C.P., 1999, “The Effect of Socially Activist Investment Policies on the Financial Markets: Evidence from the South African Boycott”, *Journal of Business*, Vol. 72, n°1, p. 35-88.
- [84] Wacheux, F. (1996), Méthodes qualitatives et recherche en gestion, Paris : Economica.
- [85] Waddock, S.A. & Mahon, J.F. (1991), “Corporate social performance revisited: Dimensions of efficacy, effectiveness, and efficiency”, in *Research in Corporate Social Performance and Policy*, James E. Post (Ed.), Vol. 12, Greenwich, CT: JAI Press, p. 231- 262.
- [86] Waddock, S.A. and Graves, S.B. (2006), The impact of mergers and acquisitions on corporate stakeholder practices, *Journal of Corporate Citizenship*, 22, 91-109.
- [87] Waddock, S.A. et Graves, S.B. (1997), “The Corporate Social Performance-Financial Performance Link”, *Strategic Management Journal*, Vol. 18, n°4, p. 303-319.
- [88] Waddock, S.A., Graves, S.B. & Gorski, R. (2000), “Performance characteristics of social and traditional investments”, *Journal of Investing*, vol.9, n°2, p. 27-38.
- [89] Wartick, S.L. & Cochran, P.L. (1985), “The evolution of the corporate social performance model”, *Academy of Management Review*, vol. 10, p. 758-769.
- [90] Wier P., 1983, “The Costs of Antimerger Lawsuits: Evidence from the Stock Market”, *Journal of Financial Economics*, Vol. 11, p. 207-224.
- [91] Williamson, O.C. (1964), *The Economics of Discretionary Behaviour: Managerial Objectives in a Theory of the Firm*, Englewood Cliffs, New Jersey, Prentice Hall.
- [92] Williamson, O.C. (1985), *The Economic Institutions of Capitalism*, Free Press, New York.
- [93] Williamson, O-E. (1975), *Market and Hierarchies. Analysis and Antitrust Implications*, New York, The Free Press.
- [94] Windsor, D.(2001), “Corporate Social Responsibility: A Theory Of the firm perspective”, *The Academy of Management Journal*, vol.29, Iss.5, p.539-552.
- [95] Wolfe, R. (1991), “The use of content analysis to assess corporate social responsibility” in *Research in corporate social performance and policy*, James E. Post (ed.), 12, 281-307, Greenwich: CT, JAI Press.
- [96] Wolff, D. (2010), *Le développement durable, Théories et applications au management*, Dunod.
- [97] Wood, D.J. (1991), “Corporate social performance revisited”, *Academy of Management Review*, vol.16, p. 691-718.
- [98] Wood, D.J. (1994), *Business and Society*, 2nd edn, NewYork: HarperCollins.
- [99] Wood, D.J. (2010), “Measuring Corporate Social Performance: A Review, International”, *Journal of Management Reviews*, 12:1, 50-84.
- [100] Yahchouchi G. (2007), Valeur ajoutée par les parties prenantes et création de valeur de l’entreprise, *Revue des Sciences de Gestion* n°2.